

LA RÉVOLUTION À TORONTO

Vous lirez, durant les quatre pages qui suivent, des textes écrits par des gens de Toronto. Ils sont clairs et précis dans leurs inexactitudes mêmes.

C'est en octobre dernier que nous recevions, Guy Bertrand et moi-même, la visite des directeurs du journal "The Gargoyle", journal des étudiants du Collège Universitaire de l'Université de Toronto. Nous

avons convenu à ce moment de monter un journal en collaboration, mais à condition pour nous de ne publier que les textes qu'ils écriraient eux, alors que de leur côté, ils consacraient une édition complète à la publication des textes portant sur le sujet de la révolution.

De notre côté, nous avons envoyé trois textes. Guy Ber-

trand a écrit sur les perspectives socialistes au Québec; Robert Mackay sur les problèmes culturels; et moi-même sur l'influence du clergé au Québec au cours de notre histoire. Ces textes seront publiés exclusivement dans "The Gargoyle". Il nous semble qu'ayant traité amplement de ces sujets, nous n'avons pas à consacrer les pages d'un supplément

qui se veut réservé à des opinions d'outre-frontière à nos propres textes.

D'autre part, nous ne publions pas non plus une entrevue accordée à Miss Proctor par le groupe des Copains pour les mêmes raisons; il s'agit d'abord et avant tout de savoir ce que les Anglais pensent du climat actuel du Québec. C'est dans cette perspec-

tive que nous avons conçu ce supplément; c'est dans cette optique que nous le publions.

Permettez-moi cependant de faire quelques remarques au sujet des textes que nous publions.

Dans l'éditorial, il me semble que les conclusions dépassent de beaucoup les prémisses et que se reporter sur une échelle internationale pour refuser aux Québécois le droit d'être nationalistes est une erreur en soi. Il est absolument faux, d'autre part, que les jeunes chefs socialistes avouent publiquement une admiration quelconque pour Hitler. Il n'est rien de plus dissemblable dans l'esprit que socialisme et fascisme. Le Québécois révolutionnaire ne fait pas de distinctions de races ou de religions à priori, mais demande seulement de pouvoir se tenir debout au sein des autres nations du monde. Et il faut d'abord être nationaliste avant d'être internationaliste.

Bien sûr, que les révolutionnaires luttent en vue du pouvoir: il faut être bien naïf pour croire qu'il est possible de se lancer dans de grandes réalisations sans avoir d'abord obtenu le pouvoir; et il n'est pas nécessaire pour cela de se baser sur la haine ou sur le travail esclavagiste.

Quant aux autres textes, au lecteur de les juger et de les prendre pour ce qu'ils sont. Il semble que Toronto souffre d'une pénurie de chiffres et de renseignements exacts. Il est faux de prétendre, par exemple, que les Canadiens français n'ont eu une école de Génie que récemment. L'Ecole Polytechnique date pour sa part de la fin du XIXe siècle et il est évidemment faux de dire que les Canadiens français ont dû jusqu'en 1940 étudier le génie à McGill.

A lire tous ces textes, on a l'impression soit d'un paternalisme du plus mauvais goût, soit d'un irréalisme flagrant face aux réalités du Québec.

Mais il faut tout de même savoir ce qu'on pense de nous dans certains milieux...

Michel BEAULIEU

Les dangers pour un révolutionnaire d'être révolutionnaire

Le nationalisme souffre d'un manque d'intérêt vis à vis des problèmes extérieurs aux frontières nationales déterminées politiquement alors que l'un des plus grands ennemis de l'homme — la faim — ne connaît pas de telles frontières politiques. Le nationalisme mène au sentiment d'une supériorité culturelle à un moment où les peuples lettrés devraient faire tous les efforts possibles en vue de combattre l'ignorance dans les pays où la majorité du peuple n'a pas d'écoles. Le nationalisme se prête au chauvinisme militaire à un moment où nous devons nous détourner du militarisme comme solution à nos problèmes.

Le nationalisme est un moyen de mousser le développement interne; c'est un moyen d'assembler, et d'unir un peuple en vue de réformes sociales au sein du pays.

Mais c'est un moyen démodé. Parce que les effets secondaires sont trop importants dans cette ère nucléaire.

C'est avec un grand désappointement que nous voyons les Canadiens français rejeter leurs vieux systèmes de gouvernement et d'éducation pour tenter de bâtir un Québec neuf. Les jeunes chefs socialistes devraient mieux revêtir leurs paraboles. Ils ont choisi le nationalisme. Ils n'ont pas appris que la majorité des problèmes de notre monde d'aujourd'hui sont issus directement du concept d'état-nation. Même si ce genre d'organisation a pu servir à quelque chose par le passé, il reste qu'il est maintenant un empêchement — au sein des Nations-Unies par exemple — à toute véritable compréhension et à toute véritable solution.

Il peut sembler presque mélodramatique de comparer l'Allemagne d'Adolf Hitler au Canada-français. Personne-y tout-de-même. Non seulement Caouette, mais aussi les jeunes intellectuels socialistes du Québec ont affirmé leur admiration devant la manière dont Hitler a reconstruit l'économie allemande. Ils oublient — cela est évident — que la politique économique de Hitler était étroitement liée à un nationalisme qui a amené les purges anti-sémitiques et la 2ième Guerre Mondiale. Ils oublient que quiconque peut bâtir un merveilleux système économique s'il le base sur le travail esclavagiste. N'importe quel démagogue peut unifier sur la haine une nation en vue de réaliser des exploits qui sortent de l'ordinaire. Une admiration pour les

réformes économiques hitlériennes doublée d'un nationalisme Canadien-français forcé doit nous faire prendre conscience de ce qui peut arriver à 'notre révolution tranquille'.

Il n'est pas non plus réaliste d'avancer, comme ces chefs l'ont fait, qu'un Québec indépendant serait neutre sur un plan international. Si le moyen de gagner cette indépendance est la haine des étrangers, si le médium est la violence et une violence justifiée, si le Québécois moyen est appelé à passer à l'action non pas en vue d'obtenir plus de réformes sociales, mais à cause du sentiment qu'il a d'être exploité par quelqu'un qui ne parle pas sa langue, comment pourrait-on parler d'un glissement vers une indépendance neutraliste? Les forces qui tenteront d'obtenir ces changements corrompent et leurs chefs et leurs partisans. Telle est la leçon de l'histoire, et nous n'en excluons pas les nouveaux pays d'Afrique.

Si les jeunes idéalistes et les futurs chefs de la révolution veulent une véritable révolution, ils devront employer des techniques révolutionnaires. Ils renonceront publiquement à la violence. Ils trouveront entretemps d'autres moyens en vue d'unir les Canadiens-français. Ils démontreront que plusieurs de leurs problèmes sont dus à un contrôle venu de l'extérieur, mais que ce contrôle est de leur responsabilité et en fait de leur propre faute. Ils apprendront leur leçon dans les luttes en vue de l'obtention de droits civils — luttes qu'ils admirent d'ailleurs — et montreront que l'indépendance et le neutralisme ne naît pas de la haine, mais de la compréhension réciproque des problèmes en cause.

S'ils sont sérieux, s'ils sont sincères, s'ils ne cherchent pas simplement à remplacer un groupe de commande par un autre qui soit du même acabit, alors ils feront face à leurs responsabilités et démontreront qu'ils ont un courage véritable. S'ils ne le font pas, nous pourrions conclure que la lutte menée par les jeunes intellectuels du Québec n'est qu'une autre lutte en vue d'obtenir le pouvoir.

Liora PROCTOR,
Editor,
The GARGOYLE.

Attaques injustifiées de la part du Québec

Le courant débat au sujet des relations du Canada français avec le Canada en tant qu'entité fait beaucoup de bruit mais amène peu de lumière à la plupart des Canadiens Anglophones.

Du Québec arrivent des attaques intempérées et acharnées sur le reste du Canada, spécialement au sujet des Anglo-Saxons (ce nom est devenu péjoratif). Ils sont accusés au moins de négligence, au plus d'arrogance d'injustice et d'exploitation, de traiter les Canadiens français, d'une manière continue, comme un peuple conquis, comme citoyens de seconde classe, accusés en plus de ne pas abandonner l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Les politiciens du reste du Canada se fauillent dans les bonnes grâces du Québec plus ouvertement que jamais au désavantage complet des neuf autres provinces qui ont sûrement aussi quelques droits légaux et valides. De plus, ils sont appuyés par certains journalistes, commentateurs de radio et TV, espérant projeter une image d'un cosmopolitisme supérieur, sans savoir ce que cela veut dire. Il est maintenant à la mode d'être un 'biculturaliste' uniquement parce que le gros du public ne l'est pas.

Pour beaucoup de Canadiens, le Québec est aussi arriéré que l'Angleterre. Personne ne joue une quelconque part active dans leur vie. Ils sont aussi ignorants du Québec que les Québécois le sont d'eux. (Qu'est-ce que l'habituant moyen de Bagotville sait au sujet de Penticton, et s'en soucie-t-il même?) Normalement tolérants et amicaux au sujet des Canadiens français, ils sont en passe de devenir embarrassés, amers et indignés.

Aucune de ces attitudes est soit renseignée ou réaliste, quoiqu'une analyse renseignée et réaliste est nécessaire pour trouver le seul véritable remède.

Il est difficile de trouver quelqu'un comprenant les deux histoires, sans être émotivement engagé ou politiquement enrobé.

Il y a plusieurs raisons à ce manque de compréhension. Premièrement, les Canadiens français et les Canadiens anglais qu'à cause d'un système scolaire, de systèmes d'information, et d'un entourage complètement différents, leur interprétation de l'histoire du Canada, de la Confédération, du gouvernement responsable, de la responsabilité individuelle, et aussi leur conception du Canada en tant que nation est

en ce moment inconciliable; des mots identiques sont compris différemment, la communication est presque totalement impossible. Peu d'Anglophones comprennent cette différence. Ils ne peuvent pas s'apercevoir qu'une partie du continent nord-américain se développe d'une manière aussi isolée du courant principal de pensée, de gouvernement et de progrès du reste du continent. Il existe des exceptions dans la minorité riche et éduquée du Canada français cosmopolitain et un certain nombre d'intellectuels dans les grandes villes du Québec ne cache pas la situation à la multitude (si l'on peut ainsi dire) de Canadiens français typiques qui habitent la plus grande partie du Québec.

EDUCATION

Depuis le système féodal jusqu'à maintenant, le Canada français est resté intouché par les grands courants révolutionnaires qui ont bouleversé les deux continents. Il a échangé la loi autoritaire des Seigneurs pour la loi britannique qui a reculé pour le laisser seul. L'Eglise s'est précipitée dans ce vide et s'est emparé du contrôle presque total non seulement de la vie religieuse, mais aussi de la vie temporelle. Un gouvernement démocratique requiert la liberté et la tolérance religieuse. Le reste du Canada mit sur pied un système d'éducation public et laïc ouvert à tous; l'éducation religieuse fut laissée à la responsabilité de chaque Eglise. Dans le Québec, l'Eglise avait la main mise sur toute l'éducation.

Aussi tard qu'en 1939, l'éducation n'était obligatoire que jusqu'à 14 ans, ou jusqu'à la fin du cours public, en l'occurrence le premier arrivant. Pour envoyer un enfant à l'école secondaire (ou collèges classiques comme ils étaient appelés) coûtait aux parents de \$2.50 à \$5.00 par mois; très peu pouvaient se le permettre. De plus leur éducation était limitée à la carrière de curé, de médecin ou d'avocat. Les professeurs étaient recrutés en majorité dans les ordres religieux.

Le département de Sciences de Laval fut le premier établi au Canada français. Il fut formé vers les 1920. La première école d'ingénieurs fut ouverte assez récemment. Tous les ingénieurs canadiens-français dans une compagnie à Montréal, par exemple, en 1941-43, avaient dû étudier à McGill, dans une langue étrangère. D'autres admettaient que leurs écoles étaient en retard de 2 ans sur les écoles protestantes.

Le contrôle de l'Eglise se déployait bien au-delà du champ officiel de l'éducation, pour couvrir presque tous les champs de communication et d'information; en 1943, les films, programmes de radio, hebdomadaires, livres, étaient contrôlés par un bureau de censure: l'Index, ou complètement bannis. On interdisait de lire "Le Devoir" dans les écoles religieuses; le propriétaire d'une librairie non-coopérante pouvait être ruiné aussi facilement que le marchand local qui refusait de supporter l'Eglise par la dime ou offrandes spéciales. Relié à ceci, nous trouvons une acceptation de l'autoritarisme, une méfiance des procédés démocratiques et une grande répugnance à se joindre aux grandes organisations industrielles spécialement si cela devait le conduire en dehors de sa province. Les deux premiers facteurs ont empêché toute demande en vue d'obtenir la liberté politique et un bon gouvernement; le troisième a confiné le Canada français à la culture, aux petites entreprises familiales, ou aux compagnies purement françaises. Il ne serait pas juste toutefois de reprocher ces difficultés au reste du Canada. Il ne pourrait pas changer la situation. De nombreux Canadiens anglais ont longtemps cru que la plupart de ces problèmes étaient irrévocablement liés à ce contrôle rigide de l'éducation et de l'information. Si un étranger critique le système d'éducation canadien-français, il s'attire des tempêtes de protestations et des cris d'ingérance tels que ceux que nous entendons maintenant.

EDUCATION

Depuis le système féodal jusqu'à maintenant, le Canada français est resté intouché par les grands courants révolutionnaires qui ont bouleversé les deux continents. Il a échangé la loi autoritaire des Seigneurs pour la loi britannique qui a reculé pour le laisser seul. L'Eglise s'est précipitée dans ce vide et s'est emparé du contrôle presque total non seulement de la vie religieuse, mais aussi de la vie temporelle. Un gouvernement démocratique requiert la liberté et la tolérance religieuse. Le reste du Canada mit sur pied un système d'éducation public et laïc ouvert à tous; l'éducation religieuse fut laissée à la responsabilité de chaque Eglise. Dans le Québec, l'Eglise avait la main mise sur toute l'éducation.

Aussi tard qu'en 1939, l'éducation n'était obligatoire que jusqu'à 14 ans, ou jusqu'à la fin du cours public, en l'occurrence le premier arrivant. Pour envoyer un enfant à l'école secondaire (ou collèges classiques comme ils étaient appelés) coûtait aux parents de \$2.50 à \$5.00 par mois; très peu pouvaient se le permettre. De plus leur éducation était limitée à la carrière de curé, de médecin ou d'avocat. Les professeurs étaient recrutés en majorité dans les ordres religieux.

EXPLOITATION DU TRAVAIL

Le reproche de l'exploitation du travail est tout aussi ridicule. Qu'une firme anglo-saxonne ignore le Québec, n'investisse pas de capital, n'emmène pas de travail (comme cela se fait dans les Maritimes et les Prairies), un concert de protestations s'élevait aussitôt. Quand elle y investissait, on criait à la discrimination. J'ai travaillé pour plusieurs compagnies du Québec. Toutes faisaient affaire à l'extérieur du Québec. Elles avaient à leur service un grand nombre de Canadiens français et de Canadiens anglais. Beaucoup de

Canadiens occupaient des postes-clés. Mais pour traiter avec le reste du continent, il est un fait qu'ils devaient parler anglais. (Pour charger des mécaniciens du soin d'avions compliqués, il eût été criminel d'embaucher quelqu'un qui soit incapable de lire les instructions en anglais ainsi que les manuels d'entretien). Quand les promotions impliquaient le transfert à une autre succursale, ou des voyages au dehors du Québec pour affaires, les non-français acceptaient tandis que la plupart des français refusaient. Si la discrimination existe quand même, elle n'est pas l'apanage du Québec. Les plus grandes industries canadiennes ne sont pas contrôlées par l'élément anglais en dehors du Québec, mais par des Américains. Nos hommes de science et nos ingénieurs ont autant de difficulté que les Canadiens français à avoir de l'avancement ou du travail dans ces compagnies.

Nous connaissons aussi la discrimination, mais nous ne pouvons pas nous replier sur l'excuse de la race ou de la langue pour blâmer cette discrimination. Le R.I.N. a même été plus loin. Air-Canada peut seulement acheter maintenant des avions qui sont conçus en France et construits au Québec, donnant ainsi du travail aux Canadiens français. Vous souvenez-vous quand le gouvernement canadien refusa un avion canadien et acheta à la place un avion entièrement américain. La firme ontarienne fut pratiquement ruinée, 12,000 personnes furent mises à pied. Le Canada perdit alors un millier de ses meilleurs techniciens. Aucune protestation ne vint du Québec. Depuis ce temps, toutes les commandes d'avions pour la Défense Nationale sont allées aux compagnies du Québec. Le Gouvernement a souscrit à l'avion commercial "CL44" de Canadair avec l'argent des payeurs de taxes et dépensé plus de temps et d'efforts pour que d'autres compagnies l'achètent qu'avec l'"Arrow". Canadair a eu le contrat F-104. Seulement, maintenant, une petite compagnie existe en Ontario et s'attire peu de sous-contrats en dehors de ses efforts personnels. La manifestation à propos du fait que Canadair ne peut pas construire les avions d'Air-Canada en accusant le gouvernement par le fait même de priver les Canadiens français de travail semble au reste du Canada comme le summum de l'avarice et de l'ignorance.

L'ACTE DE L'AMERIQUE BRITANNIQUE DU NORD

L'interprétation québécoise de l'Acte de la Confédération par une série de mutations apporte peu de ressemblance soit à l'esprit soit à la lettre du texte original.

Le Québec a reçu de l'Acte certains privilèges tels que la conservation du Code de Napoléon. Tous les efforts qu'on a fait par le passé en vue de moderniser ce Code a été accueilli par les cris "Anglicisation" malgré le fait que ce soient les Québécois qui aient à souffrir de cette rétention. Québec a reçu aussi le droit de garder sa langue, sa religion et son éducation à l'intérieur de ses frontières. En dehors du Québec, les seuls endroits où le bilinguisme fut admis sont le Parlement fédéral et les documents officiels. Il ne faut pas croire que tout le Canada ou quelque partie en dehors du Québec devait être bilingue. Cela peut être un avantage, cela peut être bien, mais rien dans le BNA ne le requiert. La difficulté de communication avec le Canada français grandit, il est vrai, mais il est plus important de savoir l'anglais que le français pour survivre sur le continent.

Le pays d'où nous venons n'est pas important; nous avons eu à nous adapter à des conditions dans un pays nouveau, et nous sommes devenus bien différents de nos aïeux. Ceux qui sont venus au Canada seulement depuis la fin du temps où les familles canadiennes-françaises se sont établies, ne sont pas plus anglais, irlandais, écossais ou tout autre. Nous sommes seulement Canadiens (j'exclus quelques professionnels anglo-saxons tels que les IODE; ils font plus de bruit que leur nombre le justifie et se font un point d'honneur d'être plus loyaux que leurs origines que les Canadiens français le sont. La majorité d'entre eux sont seulement irritants). Nous ne voyons pas plus de raisons pour que le drapeau canadien arborerait l'Union Jack plutôt que le Fleur de Lys. Après tout, le drapeau anglais ne porte pas d'urnes romaines ou de corne saxonne pour mentionner d'où viennent leurs ancêtres. Il montre seulement ce qu'ils sont maintenant. Nous n'avons pas eu à nous adapter seulement quand nous sommes arrivés ici, mais nous avons toujours eu à nous adapter depuis aux circonstances changeantes et aux problèmes aux- quels fait face un pays en expansion dans le monde d'aujourd'hui. Ces besoins nouveaux peuvent seulement être envisagés par une nation comme un tout. Le séparatisme, le

provincialisme servent seulement à affaiblir un gouvernement à un moment où une plus grande centralisation est requise par un pays comme un tout (y inclus le Québec). Les politiciens professionnels, en pourvoyant à ce provincialisme, affaiblissent la force du pays et son habileté à gouverner comme une puissance souveraine parmi les autres nations.

Ce provincialisme a eu ses effets sur le Québec aussi bien que sur tout le Canada. Les murs qui ont été érigés ont permis à un contrôle autoritaire de grandir sans être affecté par les développements du reste du Canada. Les compagnies situées au Québec dans le but d'exploiter la main d'œuvre à bon marché et de prendre avantage du manque de contacts qu'ont les travailleurs avec les syndicats dans le reste du continent. Le bas niveau d'éducation a contribué au profit de peu de gens du sommet, tant au Québec qu'ailleurs. Personne ne peut savoir si oui ou non ces quelques gens expriment leur gratitude d'une manière convenable à ceux des Québécois qui ont rendu la situation possible. Jusqu'à maintenant il n'y avait pas conflit entre les industries et les autorités, à l'exception d'un pauvre petit prêtre d'Asbestos dont "le jugement était faussé" par un contact trop étroit avec ses ouailles.

CONCLUSION

Les gens du Québec qui déplorent ces conditions et dont la pensée est bien en avant de celle du reste de la province auraient trouvé un encouragement surprenant et un support en dehors de leurs frontières, comme ils l'auraient voulu. Quand toutefois, la nouvelle ignorance est attachée au cri de séparatisme, l'espoir de la rupture avec le passé et l'élan vers le futur est incorporé dans les choses mêmes qui ont fait ce passé inévitable: l'isolationnisme, les barrières contre le reste du pays de qui le Québec avait dû faire lui-même partie intégrante. En blâmant le reste du Canada pour les problèmes du Québec, les séparatistes ont retardé l'heure où leurs compatriotes comprendront où est le fond du problème. Le temps passé à haïr le reste du Canada saurait mieux être employé à réorganiser la province, à venir à bout de l'intégration et de la planification requise, pour ouvrir tout le Canada à un rôle significatif en tant que nation, et à une meilleure connaissance des nouveaux problèmes économiques et politiques qui surgissent dans un monde en effervescence.

Ray SHAW

Trois jugements... SUR LE CANADA FRANCAIS

Le Canada anglais a été araché de cent ans de complaisance et a dû se rendre compte des exigences d'un Québec animé et vibrant. Aujourd'hui, le Canada français pose plusieurs exigences — certaines d'entre elles sont bien fondées, d'autres vaporeuses et même douteuses; toutefois, ce que le CANADIEN demande, c'est qu'on lui porte une attention qui ne soit pas seulement théorique ou basée sur un ancien statut britannique, mais dans la réalité des événements quotidiens, en égaux.

On pourrait citer plusieurs exemples frappants de cette citoyenneté de seconde zone que le Canadien français subit, mais nul n'est plus frappant que l'état d'infériorité de sa langue. En théorie, chaque Canadien a le droit de recevoir son éducation dans la langue nationale de son choix, la protection et l'application de la Justice dans une Cour française.

Que devrait être l'attitude du reste du Canada vis-à-vis du Québec?

Pour la plupart des Canadiens de langue anglaise, la réponse est simple: le Québec est une province comme les autres; la Confédération n'est pas un pacte entre deux nations, mais un arrangement où les anciennes colonies se sont réunies en provinces.

Cette attitude ancienne n'est plus si faible à défendre. Les contraintes de politiciens et de curiils qui empêchèrent au Québec le progrès matériel sous prétexte de sauver leur culture et leurs âmes sont presque disparues.

Au sein de cette nouvelle liberté, le Canadien français regarde son riche voisin de langue anglaise, l'Ontario, et le compare avec sa propre pauvreté matérielle. Il se demande pourquoi un tel état de fait.

Canada, nation "à mare usque ad mare", cela n'existe pas! L'état politique, le Canada, se compose de deux nations: le Canada anglais et le Québec. Il faut que le Québec ait le droit absolu de disposer de lui-même.

Pour comprendre la "Révolution pas-si-tranquille" qui agite le Québec actuellement, une personne sérieuse se doit de rechercher les causes premières du malaise social. Si l'on considère l'essor du sentiment nationaliste parmi les Canadiens comme une paranoïa culturelle exagérée à soutenir, on avance une théorie sociale risible. Comment peut-on expliquer l'essor des Créditistes, ou l'importance du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, ou la formation du Parti Socialiste du Québec

se comme dans une Cour anglaise, et d'envoyer des représentants d'une langue ou de l'autre au parlement fédéral.

Pourtant, ces droits ont en quelque sorte été négligés et le CANADIEN se sent trop souvent étranger dans son propre pays. Le Québécois adore employer cet exemple du fermier de langue française qui doit se rendre à Ottawa pour discuter de problèmes agricoles avec le ministre de l'Agriculture. Il se rend dans la capitale de son pays et doit aussitôt se plier à une langue qu'il trouve étrange et en fait tout-à-fait étrangère. Lorsqu'il rencontre le ministre — on suppose que celui-ci est le serviteur du peuple — il se sent mal à l'aise et est incapable de s'exprimer avec clarté et emphase, parce que le ministre est invariablement originaire des provinces de l'ouest canadien et absolument incapable de discuter en français.

Cette situation demeure grave en soi, mais il existe des situations encore plus graves de discrimination linguistique. Chaque Canadien français a le droit, de par la loi, de recevoir son éducation dans une école française; pourtant, en Ontario du Nord, où se trouve un groupement assez nombreux et assez fort de CANADIENS, plusieurs personnes sont privées de ce droit constitutionnel. Toutefois, le sommet de la bêtise se retrouve à l'Ambassade du Canada en France. Là, tous les fonctionnaires du service civil doivent correspondre en anglais et rédiger dans cette langue documents et notes diplomatiques.

Que peut faire le Canada anglais? On devrait garantir à n'importe quel prix une éducation française aux Canadiens français. Chaque fonctionnaire du service civil ou de quelque autre département du fédéral devrait parler un minimum de

nements en faveur du biculturalisme sont symboles de son mécontentement.

Si l'on reçoit les exigences du Québec avec réticence, il y aurait un grave danger de placer sa destinée entre les mains des extrémistes.

Une attitude intelligente et compréhensive mènerait à une solution à long terme des problèmes qui entourent la Confédération.

Si le gouvernement provincial maintient une politique économique saine et si on ignore les extrémistes, les bailleurs de fonds devraient lui fournir une solide base industrielle. Certaines étatisations, de même que des encouragements fonciers devraient amener une utilisation plus productive des ressources naturelles. A long terme, une hausse du niveau de vie devrait réduire le sentiment d'injustice qui régit

français et les membres importants de chaque ministère devraient le parler couramment. On devrait enseigner le français dès la première année dans les écoles publiques de langue anglaise et instituer des cours spécialisés dans la matière pour ceux qui veulent en tirer profit. Le gouvernement devrait établir des subventions spéciales et encourager les provinces à établir des universités bilingues.

Cela n'est évidemment qu'un début. Le plus modéré des Canadiens français ne peut se contenter d'une simple égalité culturelle et linguistique. Cependant, cela est une partie d'un commencement. Et nous pouvons espérer qu'à un moment de l'avenir il n'y aura plus deux nations au Canada — la française et l'anglaise — mais plutôt une synthèse des deux au sein d'une seule: la Nation Canadienne.

Danny IZENBERG

actuellement le sentiment national.

Que devrait faire le reste du Canada? Nous devrions éviter de jouer avec les pièges du nationalisme et fournir un soutien financier à l'économie du Québec. Alors que les autres provinces ont les mêmes problèmes, elles ne succombent pas aussi facilement au chauvinisme.

Le Canada ne peut survivre divisé en deux nations. Sans un gouvernement fédéral fort, les Canadiens-français et les Canadiens-anglais perdraient leur identité pour se fondre aux Etats-Unis.

Nous pouvons encore construire un pays où toutes les provinces sont égales et où personne n'aura besoin de croire que son héritage sera rongé par l'absence d'une petite enclave où il tente de se défendre contre tout venant.

Robert RADFORD

en termes d'égoïsme ou de simple bilinguisme? Le "problème du Québec" surgit à la suite de la sur-exploitation des travailleurs du Québec par les financiers et industriels anglais de Westmount et de Bay Street. Quand la Canadian International Paper établit un régime féodal de 20,000 milles carrés sur le terrain le plus riche du Québec du Nord, que doit penser l'ouvrier Canadien? "Eh bien, qu'est-ce que ça peut me faire à moi que le patron anglais se la coule douce à Westmount pendant que je crève de faim!"

L'élection d'un démagogue Créditiste dans les régions rurales indigentes du Québec, les manifestations récentes des étudiants de l'U. de M., et la formation du PSQ comme parti ouvrier indépendant du par-

moyen pour apporter la victoire à ce gouvernement des ouvriers et des fermiers. Ainsi le "problème du Québec" et la lutte des travailleurs du Québec est la même lutte à laquelle la classe ouvrière doit faire face n'importe où dans le monde sous le capitalisme.

Que peuvent faire les Anglais pour le Québec? Ils peuvent reconnaître le droit du peuple du Québec de disposer de lui-même; soutenir toutes les luttes des Québécois pour la libération économique et culturelle et soutenir tous les mouvements sociaux qui essaient honnêtement d'arrêter l'exploitation du Québec. Mais surtout, ils doivent se mettre à lutter contre les "maîtres chez NOUS", ces mêmes capitalistes qui exploitent le Québec. Michael H. MILL

De l'autre côté de la frontière, il y a aussi des canadiens-français

"L'oeil du Texas te regarde, mon fils" a déjà été une expression à la mode. On pourrait maintenant la modifier et dire "L'oeil du Canada te regarde, Québec", parce qu'actuellement tous les regards se posent sur notre deuxième plus grande province. Chacun semble saisi du problème du Québec — y aura-t-il séparation ou non — Toutefois, alors que cette attention se porte sur le Québec, a-t-on cessé de penser aux milliers de Canadiens-français qui vivent hors du Québec? Il y a probablement 300,000 Canadiens-français seulement dans l'Ontario (Note 1), des milliers au Nouveau-Brunswick ou dans les provinces de l'ouest autour de centres tels que Saint-Boniface. Comment entrent-ils dans le décor?

PETER JOHNSON, l'auteur de ce texte, est correspondant du campus universitaire torontois au journal L'ALLOUETTE, le seul journal de langue française à Toronto.

Nous pouvons séparer les Canadiens-français de l'Ontario en deux groupes : ceux qui y ont passé toute leur existence; et ceux qui y sont déménagés pour y vivre et pour y travailler (Note 2). Nous pouvons diviser la première catégorie en deux sous-catégories. D'abord celui qui, d'origine française, vit depuis quelques générations dans un village anglais, a perdu son identité comme Canadien-français. Il ne parle pas français et ne se considère pas comme français, refusant même souvent de se faire appeler Canadien-français. Tout ce qui lui reste est son nom français qu'il prononce généralement à l'anglaise. C'est pourquoi, puisqu'il ne se reconnaît aucune attache à son héritage, il n'entre pas dans le décor que nous étudions ici.

Ensuite, celui qui a conservé son identité de Canadien-français. Il parle toujours fièrement français et maintient la culture de ses ancêtres (Note 3). Il ne se considère pas moins français que ses compatriotes du Québec, mais quels sont ses sentiments envers le Québec? Je ne prétends pas présenter les opinions de chacun car cela s'avérerait impossible; toutefois, certains sentiments de base sautent aux yeux. Le Canadien-français

est fier de son héritage : sa langue et sa religion. Il l'a préservé au sein d'une société aliénée et continuera à tenter de le préserver. Etant donné que le Québec est le château-fort de la culture canadienne française, il se tourne évidemment vers lui comme vers une mère-patrie. Il veut le voir demeurer fort, tel un phare pour les autres Canadiens-français de l'extérieur du Québec.

Plusieurs citoyens Canadiens-français influents dans certaines villes ou cités ontariennes croient que si la culture française doit survivre au Canada, le Québec doit devenir indépendant. C'est ainsi qu'ils sont favorables à la cause indépendantiste. La plupart semblent croire qu'un gouvernement indépendant responsable au pouvoir dans le Québec accorde-

sécession du Québec. Ils craignent qu'une telle réaction signifie un pas en arrière pour eux. Pour cette raison, ce groupe s'oppose au mouvement indépendantiste. La jeune génération de ce groupe offre aussi un intéressant sujet d'étude. Certains d'entre eux, alors qu'ils grandissent en se rendant compte de la situation qui a existé, ont tourné le dos à leur héritage familial (Note 4). C'est un monde anglais et ils sentent qu'ils doivent s'assimiler (Note 5). Toutefois, la grande majorité a gardé son identité canadienne française. D'autres encore ont retrouvé leur orgueil avec cette nouvelle égalité et c'est cette jeune génération de Canadiens-français qui préservera le sentiment canadien français en Ontario.

Nous verrons maintenant le cas du Canadien-français qui a émigré du Québec en Ontario. La plupart d'entre eux ont de 18 à 30 ans. Ils ont terminé leurs études et sont venus en Ontario pour travailler ou pour apprendre l'anglais. (Le lecteur moyen serait fasciné par le nombre de Canadiens-français de cette catégorie à Toronto). Un individu de ce groupe se rend compte que l'anglais est un pré-requis s'il veut obtenir des postes de commande — même au Québec — et ainsi laisse sa famille pour vivre dans une société différente au milieu de gens qui parlent une langue étrange. Il est français, mais il est aussi québécois, et parce qu'il vient du Québec, il n'est pas nécessaire de discuter ici de ses sentiments au sujet de sa province natale (Note 6). Il est aussi fier que son confrère ontarien, mais il y a moins de chances que sa culture disparaisse. Toutefois, la majorité de ceux à qui j'ai parlé ne favorisent pas l'indépendance comme une solution à leurs problèmes. Ils m'ont dit que "cela n'arrivera jamais"; que "ce n'est pas ce que nous voulons"; que "c'est le fait d'une minorité qui reçoit trop de publicité".

Mais quelle est la position du Canadien-français récemment arrivé en Ontario à propos de ses relations avec la société au sein de laquelle il doit vivre? Plusieurs m'ont dit que par le passé il était difficile pour un Canadien-français de vivre à Toronto. Son accent le retenait en arrière en affaires parce que les Canadiens-français étaient dédaignés. Il devait s'assimiler sans quoi il ne réussissait pas. Toutefois,

durant les dix dernières années, beaucoup de choses ont changé. Pourquoi? Je ne saurais répondre de façon certaine, mais maintenant les Canadiens-français ressentent que les anglais sont mieux disposés à les accepter tant comme amis que comme associés d'affaires. Les jeunes filles canadiennes-françaises sont surprises de voir que leurs compagnons de travail tentent de les rencontrer, de s'en faire des amis et de les connaître. Aujourd'hui, il semble qu'être Canadien-français soit un atout. On voit souvent cela chez la plus jeune génération de familles anglaises, mais même les plus vieilles changent (Note 7). Ce progrès plaît en général aux Canadiens-français. Un éminent citoyen canadien français de Toronto m'a dit qu'il attribuait le changement des relations à ces faits : plus d'étudiants anglais étudient le français et s'y intéressent; plus d'étudiants anglais participent à des échanges avec le Québec et apprennent à connaître et à apprendre leurs concitoyens canadiens; et finalement parce que les organismes qui mènent les campagnes anti-françaises telles que (à son avis) les Orangistes et l'I.O.D.E. perdent maintenant leur influence sur la population. Il croit que des organismes tels que ceux-là ont plus fait pour retarder la recherche d'égalité des Canadiens-français que tout autre facteur isolé. Ceci rappelle un point qu'on a maintes fois soulevé : notamment que le véritable conflit entre Français et Anglais n'en est pas un de ressentiment anti-français ou anti-anglais,

mais au sein de vieilles querelles entre protestants et catholiques. Telle est la base des troubles et jusqu'au moment où le conflit cessera, on ne pourra résoudre le problème.

Si on accepte de prendre une vue globale de l'Ouest canadien, où se trouvent un grand nombre de Canadiens-français, la situation peut être décrite en quelques mots. Les Français de l'Ouest sont assez éloignés des problèmes québécois. Ils ressentent un certain malaise mais ne sont pas particulièrement intéressés par le séparatisme. Le journal français de l'Ouest évite avec tact la question du séparatisme pour se confiner aux problèmes d'intérêt local. Il est improbable que les Canadiens-français de l'Ouest soient sensiblement affectés par un mouvement indépendantiste parce que dans l'Ouest il y a très peu de conflits entre les Anglais et les Français. Il existe un réseau français de Radio-TV ainsi qu'une presse d'expression française et tous semblent capables de vivre en harmonie.

Toutefois, dans l'Est, une chose demeure certaine : les Canadiens-français considèrent que l'année 1964 sera décisive. Ils se proposent de mettre tout en œuvre pour obtenir ce qu'ils désirent et leur premier objectif est la transformation de l'Ontario en province bilingue. Jusqu'où cela ira-t-il en vue de "panseur les blessures de la nation"? Qui sait? Les Canadiens-français croient que leur objectif est à portée de la main. Nous devons attendre et observer.

Peter JOHNSON

N.D.L.R.

(Gargoyle) — Le journal "GARGOYLE" est heureux de présenter ce texte de M. Peter JOHNSON à propos des Canadiens-français qui vivent à l'extérieur du Québec. Nous voulons cependant ajouter quelques précisions à son texte. Nous nous rendons bien compte que cela est inorthodoxe, mais nous croyons que ces détails donneront aux étudiants un aperçu plus juste de la situation.

1— Environ 160,000 personnes parlent le français en Ontario sans compter un nombre indéterminé de résidents d'ascendance française.

2— L'un des faits sociologiques les plus intéressants est qu'alors que tous les autres groupes minoritaires — à Toronto et probablement dans tout le Canada — ont commencé au bas de l'échelle et ont grimpé jusqu'à au moins un statut de classe moyenne, les Canadiens-français sont demeurés au bas de l'échelle avec les groupes d'immigrants les plus récents. On a voulu faire passer cela sur le dos de préjugés à l'égard des Canadiens-français. Mais les Canadiens-français ne peuvent se servir de cet échappatoire. La communauté juive, elle aussi une victime notoire de préjugés, possède maintenant un statut social un peu plus élevé que la classe moyenne à Toronto.

3— Parler de la culture canadienne française, ici et au Canada-français, est une erreur de désignation. Cette "culture" ne signifie pas plus que la langue française, la religion catholique et les liens avec la communauté française à travers l'église et la vie sociale.

4— La situation est semblable à la description qu'a faite le Frère Untel de la jeunesse québécoise.

5— Leur pauvreté et leur statut de chômeurs doublé du manque de travail les a amenés à rejeter toute attitude positive et toute valeur. De cela vient la négation de toute attache culturelle, particulièrement si par le passé ces attaches ont contribué à leur situation présente.

6— Une question pertinente : combien de visiteurs québécois retournent au Québec. Il faut remarquer que plusieurs canadiens de langue anglaise sont venus ici (à Toronto) avec l'intention de trouver du travail ou d'apprendre l'anglais. Ils parlaient alors le français et portent toujours un nom français. Plusieurs d'entre eux avaient l'intention de retourner au Québec, mais ils ne l'ont pas fait pour une multitude de raisons.

7— La situation n'est pas entièrement positive. Récemment, vous le savez sans doute, Radio-Canada a décidé de transformer le poste de radio CJBC qui dessert la région torontoise en poste de langue française. M.D. Braithwaite du Globe and Mail de Toronto devait affirmer, au sujet des lettres de protestation reçues au journal, que la majorité d'entre elles protestaient contre le français et non pas contre la perte de certains programmes.

L'année dernière, un vaste faubourg torontois a remplacé les enseignes de circulation unilingues par des enseignes bilingues. Moins de deux semaines plus tard, on a dû revenir aux enseignes unilingues : les protestations étaient trop fortes.

Le ressentiment anti-français, bien qu'il soit à la baisse dans certaines régions, existe toujours. A quelques endroits, il est renforcé par les exigences des Canadiens-français. Mais de plus en plus, il tend à n'être que verbal.